

Pour une politique alimentaire juste, locale et accessible à Montpellier

À toute l'équipe de La Cagette,

Merci pour votre courrier, et merci surtout pour le travail utile, concret et reconnu que mène La Cagette à Montpellier depuis plusieurs années.

Vous montrez qu'une autre manière de produire, de distribuer et de consommer est possible. Par votre modèle coopératif, par votre ancrage local et par votre implication dans la Caisse alimentaire commune, vous contribuez à faire vivre des solutions concrètes, plus justes pour les producteur·ices, plus accessibles pour les habitantes et les habitants, et plus cohérentes écologiquement. Pour les forces de notre rassemblement, ces expérimentations sont très importantes. Elles ne relèvent pas du simple témoignage : elles préfigurent des politiques publiques d'avenir.

C'est pourquoi nous voulons les soutenir et les développer, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale. Nous défendons en particulier la perspective d'une **Sécurité sociale de l'alimentation**, c'est-à-dire d'un droit garanti à une alimentation de qualité, choisie et accessible à toutes et tous, adossé à un soutien réel aux filières paysannes et agroécologiques. À nos yeux, c'est un levier majeur pour répondre à la fois à la crise écologique, à la crise sociale et à la crise agricole.

Sur le fond, nous partageons donc pleinement l'idée que la politique alimentaire doit devenir un axe structurant du prochain mandat municipal et métropolitain.

1. Sur l'essaimage et le développement des supermarchés coopératifs et participatifs

Oui, nous soutiendrons l'essaimage de projets de supermarchés coopératifs et participatifs sur le territoire. Lorsqu'un projet a fait ses preuves socialement, écologiquement et démocratiquement, la collectivité ne doit pas rester spectatrice : elle doit aider à son changement d'échelle, en particulier dans les quartiers où l'accès à une alimentation de qualité reste trop inégal. La demande que vous formulez d'un appui à l'amorçage, à la mise en réseau et à l'accompagnement des nouveaux projets nous paraît donc légitime et utile.

Mais cet appui ne peut pas être pensé isolément. Il doit s'inscrire dans une stratégie municipale et métropolitaine plus large de transformation de la distribution alimentaire. C'est le sens de notre projet avec le développement d'un **réseau d'épicerie municipales à prix coûtant**, pour rendre accessibles des produits essentiels, locaux ou bio dans les quartiers populaires et dans les secteurs aujourd'hui moins bien desservis. Nous voulons avancer de façon complémentaire : en soutenant des réseaux coopératifs comme le vôtre, en favorisant aussi des boutiques paysannes, et en développant des épicerie municipales. Ces formes ne s'opposent pas : elles se renforcent. Cette orientation est au cœur de notre programme : des épicerie municipales à prix coûtant, le soutien aux filières locales et une alimentation de qualité accessible à toutes et tous.

Concrètement, nous voulons mobiliser plusieurs leviers : un soutien à l'amorçage des projets émergents, un accompagnement technique et juridique, la facilitation de l'accès à des locaux adaptés, la mutualisation de certains outils lorsque c'est pertinent, et la mise en réseau avec les producteur·ices locaux, les associations, les habitant·es et les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Notre objectif est clair : faire émerger, à l'échelle de la ville et de la métropole, un **véritable réseau de distribution conventionnable**, diversifié, maillé et ancré localement, capable demain de constituer l'un des socles d'une Sécurité sociale de l'alimentation sur le territoire. Pour une métropole comme Montpellier, atteindre cette échelle est indispensable. C'est même, à nos yeux, vital.

2. Sur la pérennisation et le changement d'échelle de la Caisse alimentaire commune

Oui, nous sommes prêt·es à porter plus loin la Caisse alimentaire commune.

Cette expérimentation est précieuse parce qu'elle répond à plusieurs urgences à la fois : la précarité alimentaire, la fragilité économique de nombreux producteur·ices, la nécessité de relocaliser une partie de notre système alimentaire, mais aussi **un enjeu central de santé publique**. Pour nous, l'alimentation n'est pas un sujet annexe. Elle touche directement à la santé, à la qualité de vie, à la prévention, à l'exposition aux pollutions, et donc à la vie quotidienne des habitantes et des habitants. C'est d'ailleurs le sens plus large de notre pacte : **garantir l'accès à une alimentation saine, protéger la santé, et rompre avec des choix qui dégradent le cadre de vie**.

C'est aussi dans ce cadre qu'il faut comprendre notre engagement plus large. Nous voulons agir pour la santé en nous opposant aux logiques qui l'abîment : en refusant le projet de CSR, qui ajouterait de nouvelles pollutions de l'air dans une zone déjà dense et exposée, et en défendant une bifurcation agroécologique qui protège l'eau, les sols, la biodiversité et la santé. C'est aussi le sens de **notre opposition à la loi Duplomb**, qui tourne le dos à cette exigence de santé publique, de protection des milieux et de soutien à une agriculture soutenable. **Nous nous réjouissons de la mobilisation importante à laquelle nous avons pris part, localement comme nationalement, contre cette fuite en avant**. Pour nous, tout cela se tient : la qualité de l'alimentation, la qualité de l'air, la protection de l'eau, la préservation des terres agricoles, le recul des pesticides, le soutien à des pratiques paysannes soutenables. **Ce n'est pas anecdotique : c'est un même combat**.

Mais nous le disons aussi clairement : **il faut maintenant changer d'ordre de grandeur**. Une caisse alimentaire commune qui concerne aujourd'hui quelques centaines de personnes est déjà une avancée importante. Mais dans une ville de près de 300 000 habitantes et habitants, on ne peut pas s'en tenir durablement à une échelle de 700 à 1 000 personnes. **Si l'on veut faire de cette démarche un véritable levier de transformation sociale, écologique et agricole, il faut préparer sa montée en puissance**.

C'est pourquoi nous voulons travailler à l'élargissement du nombre de personnes pouvant entrer dans ce dispositif. Nous proposons notamment que, sur la base du volontariat, une partie des indemnités des élu·es et qu'une partie des primes des agent·es municipaux et métropolitains

puissent être versées en **MonA**, afin de faire entrer beaucoup plus largement la monnaie locale dans les usages quotidiens et de renforcer le circuit conventionné de l'alimentation de qualité. **L'enjeu est clair : élargir la base sociale du dispositif, sécuriser les débouchés et créer les conditions d'un véritable passage à l'échelle.**

Cela suppose aussi de développer fortement **le réseau conventionné**. Il faut, comme nous vous l'avons déjà dit, des supermarchés coopératifs, des boutiques paysannes, des épiceries municipales à prix coûtant, des lieux de distribution diversifiés, accessibles et maillés sur tout le territoire. Pour qu'**une Sécurité sociale de l'alimentation** devienne crédible à l'échelle d'une métropole comme Montpellier, il faut un réseau de distribution suffisamment dense, solide et complémentaire.

Mais le changement d'échelle ne pourra pas se faire sans agir aussi sur la production. C'est pourquoi nous portons le projet d'**un office agricole métropolitain**, pour préserver les terres agricoles, faciliter l'installation de paysan·nes, développer des productions locales de fruits, de légumes et de viande, soutenir les débouchés locaux et renforcer les outils de transformation alimentaire sur le territoire. Car **une politique alimentaire cohérente ne peut pas se limiter à distribuer autrement** : elle doit aussi permettre de produire localement, de transformer localement et de mieux rémunérer celles et ceux qui nourrissent la population.

Nous voulons aussi mobiliser pleinement **la restauration collective comme levier de structuration**. Sécuriser des débouchés pour les filières locales grâce aux cantines, tout en améliorant l'alimentation des enfants, est un point d'appui décisif. Notre programme prévoit d'ailleurs des cantines gratuites et un objectif de 100 % bio et/ou local, ce qui va dans le sens d'une politique alimentaire plus juste, plus saine et plus territorialisée.

Enfin, cette ambition suppose de **protéger durablement les terres nourricières**. On ne peut pas parler de sécurité alimentaire tout en continuant à artificialiser les sols et à sacrifier des espaces agricoles utiles à la ville, d'où, entre autre, notre engagement de Zéro Artificialisation Net pour la ville de Montpellier dès maintenant.

Nous ne voulons donc pas seulement prolonger l'expérimentation actuelle. Nous voulons en faire l'un des points d'appui d'une politique alimentaire territoriale ambitieuse.

Veillez recevoir, chères coopératrices et chers coopérateurs de La Cagette, cher·es salarié·es, l'expression de nos salutations respectueuses.

Jean-Louis Roumégas
Pour le **Printemps Montpellierain**